



CHAPITRE 213

LOI CONCERNANT LA PROFESSION MÉDICALE ET LA CHIRURGIE

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi Titre abrégé. médicale de Québec. S. R. (1909), 4894, partie.*

SECTION I

DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES

2. S'il se rencontre une différence entre les textes français et anglais, dans la présente loi, le texte français prévaut. Différence entre les textes.

La corporation constituée par la présente loi assume toutes les obligations de la ci-devant corporation du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, et est substituée à tous ses droits. Corporation substituée. S. R. (1909), 4894, *partie.*

SECTION II

DE LA CONSTITUTION EN CORPORATION DU COLLÈGE DES MÉDECINS ET CHIRURGIENS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

3. 1. Toutes les personnes résidant dans la province, autorisées à exercer la médecine, la chirurgie et l'obstétrique, et enregistrées en vertu de la présente loi, sont constituées en corporation, sous le nom de "Le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec", ci-après appelé "le collège", et sont dénommées "membres du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec"; elles ont, sous ce nom, succession perpétuelle et un sceau commun, avec droit de le changer, de l'altérer, de le détruire ou de le renouveler. Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, constitué.

2. Elles peuvent, sous ce nom, ester en justice et sont habiles à avoir, recevoir et conserver, pour les fins de la présente loi et pour l'avantage du collège, toutes sommes de deniers qui sont en quelque temps que ce soit payées, données ou léguées au collège et pour son usage. Pouvoir d'ester en justice, etc.

Pouvoir d'acquérir des biens. 3. La corporation peut en tout temps acquérir, recevoir, tenir ou posséder, sans lettre d'amortissement, des terres, des maisons ou des héritages, et en jouir, ainsi que des intérêts et des profits en provenant, mais pour les fins du collège seulement, et elle peut les vendre, concéder, louer, aliéner, ou en disposer et faire à cet égard tout ce que de droit.

Montant des biens, limité. La valeur des biens immeubles possédés par la corporation ne doit excéder, en aucun temps, la somme de cent mille dollars. S. R. (1909), 4895.

Bureau d'affaires. 4. La corporation doit avoir, dans la cité de Québec ou dans la cité de Montréal, un bureau d'affaires tenu par le registraire nommé en vertu de l'article 20.

Siège du bureau. Ce bureau est localisé soit à Québec, soit à Montréal, suivant qu'il est statué par règlement tel que ci-après prévu.

Où se fait l'assignation. L'assignation de la corporation se fait à ce bureau en parlant au registraire ou à un employé; et, dans toute procédure le domicile de cette corporation est suffisamment désigné par les mots: "ayant un bureau d'affaires dans la cité de Québec (ou dans la cité de Montréal, selon le cas). S. R. (1909), 4896.

SECTION III

DE LA RÉGIE DU COLLÈGE DES MÉDECINS ET CHIRURGIENS

§ 1.—*Du bureau provincial de médecine*

Bureau provincial de médecine. 5. 1. Les affaires du collège sont régies par un bureau de gouverneurs appelés: "le Bureau provincial de médecine" lequel comprend, sauf les dispositions du paragraphe 5 de l'article 9, vingt et un membres élus pour quatre ans, dont dix-huit sont choisis par les membres du collège et un par chacune des institutions suivantes:

La faculté de médecine de l'Université Laval, à Québec;

La faculté de médecine de l'Université de Montréal;

La faculté de médecine de l'Université McGill.

Élection des gouverneurs. 2. Les élections générales des gouverneurs choisis par le collège se font tous les quatre ans, le premier mercredi de septembre, ou, si ce jour est férié, le jour non férié suivant, en commençant au mois de septembre 1918.

Division de la province en districts. 3. La province, pour les fins de ces élections, est divisée en dix-huit districts ou divisions, savoir:

a) District No 1, comprenant les districts électoraux de Gaspé, Îles de la Madeleine, Bonaventure, Matane, Rimouski, Témiscouata et Kamouraska;

b) District No 2, comprenant les districts électoraux de l'Islet, Montmagny, Bellechasse, Lévis, Lotbinière et Dorchester;

c) District No 3, comprenant les districts électoraux de Beauce, Compton, Wolfe et Richmond;

d) District No 4, comprenant les districts électoraux de Frontenac, Mégantic, Arthabaska, Drummond, Saint-Hyacinthe et Bagot;

e) District No 5, comprenant les districts électoraux de Richelieu, Yamaska, Nicolet, Verchères, Rouville et Chambly;

f) District No 6, comprenant les districts électoraux de Shefford, Sherbrooke, Brome, Stanstead et Missisquoi;

g) District No 7, comprenant les districts électoraux d'Iberville, Saint-Jean, Laprairie, Huntingdon, Beauharnois, Châteauguay, Soulanges, Vaudreuil et Napierville;

h) District No 8, comprenant cette partie de la cité de Montréal bornée au nord par la rue Rachel; à l'est par la rue Harbour; au sud par le fleuve Saint-Laurent; à l'ouest par la rue Saint-Denis, côté est, ainsi que le quartier Hochelaga, et la cité de Maisonneuve telle qu'elle existait avant le 9 février, 1918;

i) District No 9, comprenant cette partie de la cité de Montréal bornée au nord par la rue Duluth, côté sud; à l'est par la rue Saint-Denis, côté ouest; au sud par le fleuve Saint-Laurent; à l'ouest par la rue Durocher, côté est;

j) District No 10, comprenant cette partie de la cité de Montréal bornée au nord par l'avenue des Pins; à l'est par la rue Durocher, côté ouest; au sud par le fleuve Saint-Laurent; à l'ouest par les limites de la cité;

k) District No 11, comprenant les municipalités de la Pointe-aux-Trembles, de Saint-Jean-de-Dieu, de la Rivière-des-Prairies, du Sault-au-Récollet, du village de la Petite-Côte de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, les quartiers Laurier, Saint-Denis, Saint-Jean-Baptiste, Duvernay, de Lorimier, Rosemont, Bordeaux, Ahuntsic et Mercier, de la cité de Montréal, et la paroisse de la Longue-Pointe;

l) District No 12, comprenant le district électoral de Jacques-Cartier—moins le quartier Sainte-Anne de la cité de Montréal,—les cités de Westmount, d'Outremont et de Verdun, la ville de Montréal-Ouest et les quartiers

Saint-Gabriel, Saint-Henri, Mont-Royal, Notre-Dame-de-Grâces, Émard et Saint-Paul, de la cité de Montréal;

m) District No 13, comprenant les districts électoraux d'Ottawa, Labelle, Pontiac, Argenteuil, Temiscamingue et Deux-Montagnes;

n) District No 14, comprenant les districts électoraux de Joliette, l'Assomption, Montcalm, Berthier, Terrebonne et l'Île Jésus et les îles avoisinantes;

o) District No 15, comprenant les districts électoraux de Trois-Rivières, Maskinongé, Saint-Maurice et Champlain, moins la ville de La Tuque;

p) District No 16, comprenant les districts électoraux de Québec-Centre et de Québec-Ouest avec en plus les paroisses de Sillery et de Sainte-Foye;

q) District No 17, comprenant les districts électoraux de Montmorency, Saint-Sauveur, Québec-Est et du comté de Québec moins les paroisses de Sillery et de Sainte-Foye;

r) District No 18, comprenant les districts électoraux de Chicoutimi, Saguenay, Lac-Saint-Jean et Portneuf, la ville de La Tuque dans le district électoral de Champlain, et l'île d'Anticosti. S. R. (1909), 4897; 8 Geo. V, c. 56, s. 1.

Définition des districts électoraux, etc.

6. 1. Les districts électoraux énumérés à l'article 5 sont ceux qui existaient le 1er janvier 1918 pour les fins de la représentation dans l'Assemblée législative avec les bornes qui leur étaient alors respectivement assignées, et les quartiers de la cité de Montréal énumérés audit article sont ceux qui existaient le 1er janvier 1916 avec les bornes qui leur étaient alors respectivement assignées.

Gouverneurs tenus d'avoir leur bureau dans la division qu'ils représentent.

2. Les gouverneurs élus pour les districts ou divisions énumérés dans l'article 5 doivent, en sus des autres conditions fixées par règlement, avoir leur bureau chacun dans le district qu'ils représentent et être choisis par les membres du collège ayant leur bureau dans tel district.

Gouverneurs tenus d'être membres du collège, etc.

3. Tout gouverneur élu doit, sous peine de déchéance par le fait même, conserver, pendant toute la durée de ses fonctions, la qualité de membre du collège et avoir son bureau dans le district ou division qu'il représente. S. R. (1909), 4902; 8 Geo. V, c. 56, s. 3.

Mode de l'élection.

7. Le mode et la procédure des susdites élections sont déterminés par règlements du Bureau provincial de médecine, et, à défaut de tels règlements, le lieutenant-gouverneur en conseil peut fixer le temps et prescrire la manière de tenir des élections. S. R. (1909), 4903.

8. Dans le cas de doute ou de discussion sur la légalité de l'élection d'un gouverneur choisi par le collège, il est loisible au Bureau provincial de médecine de faire une enquête et de décider si telle élection est valide; si le bureau trouve que cette élection est illégale, il peut alors en ordonner une nouvelle, et sa décision est sans appel. S. R. (1909), 4904.

Enquête par le bureau sur la légalité d'une élection.

9. 1. Chacune des institutions mentionnées au paragraphe 1 de l'article 5 règle, comme elle le croit bon, le mode et la date de l'élection du gouverneur qui doit la représenter dans le Bureau provincial de médecine; ce gouverneur est choisi parmi les membres du collège ayant qualité pour représenter telle institution; il est élu tous les quatre ans comme ceux choisis par le collège et vers la même époque.

Mode et date des élections par certaines institutions.

2. Un rapport de telle élection, indiquant les nom, prénoms et résidence du gouverneur élu, est transmis par les secrétaires respectifs de ces institutions au registraire du collège dans le délai d'un mois après la date fixée pour l'élection des autres gouverneurs.

Rapport de l'élection.

3. Les vacances survenues dans la représentation de chacune desdites institutions sont remplies par chacune d'elles, et rapport de l'élection occasionnée par telles vacances est transmis sous un mois au registraire du collège.

Vacances dans la représentation.

4. Les gouverneurs élus par les institutions ci-dessus mentionnées ne sont pas tenus de faire confirmer ou approuver leur élection par le collège, mais ils doivent, sous peine de déchéance par le fait même, conserver, pendant toute la durée de leur terme d'office, la qualité de membre du collège.

Qualité requise des gouverneurs élus.

5. Toute institution ci-dessus mentionnée qui cesse l'enseignement de la médecine perd, par le fait même, le pouvoir d'élire des représentants dans le Bureau provincial de médecine, et le mandat des représentants de telle institution cesse en même temps. Ce pouvoir ne revit que lorsque telle institution reprend, de bonne foi, son enseignement. S. R. (1909), 4905.

Perte du droit d'élire des représentants.

10. S'il est établi qu'un membre élu ne possédait pas, au moment de son élection, les qualités voulues, ou si un membre du Bureau provincial de médecine cesse d'exercer sa profession, ou meurt, ou encourt la dégradation civique, ledit bureau doit déclarer son siège vacant. S. R. (1909), 4906.

Cas où le bureau doit déclarer un siège vacant.

11. 1. Les membres du Bureau provincial de médecine doivent s'assembler pour remplir les devoirs qui

Assemblées du bureau.

leur sont imposés une fois par année, alternativement à Québec et à Montréal, à la date fixée par règlement.

Si un gouverneur manque d'assister à deux assemblées consécutives.

2. Tout gouverneur qui, sans motif valable, manque d'assister à deux assemblées régulières consécutives du Bureau provincial de médecine, est considéré s'être démis de sa charge, et le bureau peut, par un vote des deux tiers de ses membres présents, déclarer le siège de ce gouverneur vacant et décréter une nouvelle élection conformément aux dispositions de la présente loi. S. R. (1909), 4907; 8 Geo. V, c. 56, s. 4.

Quorum.

12. 1. Le quorum du Bureau provincial de médecine est de douze membres.

Questions décidées à la majorité des votes.

2. Toute question contestée est décidée par le vote de la majorité des gouverneurs présents, y compris celui du président; au cas de partage égal des voix, le président a, de plus, voix prépondérante.

Droit de vote.

3. Les officiers, membres du Bureau provincial de médecine peuvent voter comme tels avec les autres membres à toutes les assemblées du bureau. S. R. (1909), 4908; 13 Geo. V, c. 63, s. 1.

Convocation des assemblées spéciales.

13. Le président du Bureau provincial de médecine, sur la réquisition d'au moins douze membres dudit bureau, doit convoquer en tout temps une assemblée spéciale. Il doit être adressé et envoyé, au moins quinze jours avant celui fixé pour l'assemblée, à chaque membre du bureau, un avis par lettre recommandée, indiquant la date, le lieu et le but de telle assemblée. S. R. (1909), 4909.

§ 2.—Des pouvoirs du Bureau provincial de médecine

Pouvoir de faire des règlements.

14. Le Bureau provincial de médecine a le pouvoir de faire, abroger ou modifier et mettre à exécution des règlements concernant le bon gouvernement et la prospérité du collège et de ses membres et concernant toutes les matières qui intéressent et affectent ou pourront affecter ou intéresser le collège, pourvu toutefois que ces règlements ne soient pas incompatibles avec les lois de cette province ni avec celles du Canada. S. R. (1909), 4910.

Pouvoir de réglementer:

15. Sans limiter les pouvoirs et l'autorité conférés au Bureau provincial de médecine par l'article 14, ledit bureau, pour les fins et pour les objets compris dans ledit article, ainsi que pour les matières énumérées dans le présent article, a autorité:

1° Pour régler le mode et la procédure des élections des gouverneurs choisis par le collège, ainsi que de l'élection du président et des officiers du Bureau provincial de médecine; Mode des élections;

2° Pour définir les devoirs des officiers et des autres fonctionnaires du collège; Devoir des officiers;

3° Pour nommer des examinateurs pour l'examen des aspirants à l'étude et à l'exercice de la médecine, ainsi que pour l'examen des femmes aspirant à l'étude et à l'exercice de l'obstétrique; Nomination des examinateurs;

4° Pour nommer autant de commissions permanentes ou spéciales qu'il sera jugé nécessaires pour la bonne administration du collège ou l'avancement des études médicales et pour définir les pouvoirs de ces commissions et en fixer le quorum; Nomination de commissions;

5° Pour nommer un comité appelé "comité des créances" composé des officiers du bureau et d'un représentant de chaque université mentionnée à l'article 5; Comité des créances;

6° Pour définir les devoirs des examinateurs pour l'examen des aspirants à l'étude et à l'exercice de la médecine; Devoirs des examinateurs;

7° Pour fixer les honoraires payables aux examinateurs, aux officiers et autres fonctionnaires du collège; Honoraires;

8° Pour fixer l'indemnité, les frais de route et de pension payables aux membres du Bureau provincial de médecine, ainsi qu'aux membres du Conseil de discipline et des commissions siégeant autrement qu'en assemblée ordinaire; Frais de route, etc.

9° Pour faire et modifier les tarifs d'honoraires, tant pour les frais devant le conseil que pour les frais d'appel devant le Bureau provincial de médecine; Tarifs d'honoraires;

10° Pour fixer à un montant n'excédant pas vingt-cinq dollars l'honoraire que doivent payer les aspirants à l'étude de la médecine, et à un montant n'excédant pas cinquante dollars l'honoraire que doivent payer les aspirants à la pratique de la médecine, de même que les honoraires payables pour l'enregistrement; Honoraires des aspirants;

11° Pour régler l'admission à l'étude et à l'exercice de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique, et l'étude de la médecine, de la chirurgie, de l'obstétrique; définir le mode et le programme des examens des aspirants à l'étude et à l'exercice de la profession, ainsi que les qualités requises des candidats en sus de celles spécifiées ci-après; Admission à l'étude et à la pratique, etc.

12° Pour régler l'admission des femmes à l'étude et à l'exercice de l'obstétrique, fixer la nature et l'étendue des connaissances requises, et fixer à un montant n'excédant pas vingt dollars l'honoraire exigible pour la licence les autorisant à exercer l'obstétrique ainsi qu'une Admission des femmes à l'exercice de l'obstétrique;

contribution annuelle ne dépassant pas la somme de deux dollars;

Siège social; 13° Pour fixer le siège du bureau d'affaires du collège soit à Québec, soit à Montréal;

Actes dérogatoires à l'honneur, etc., professionnel. 14° Pour définir par règlement ce qui constitue les actes dérogatoires à l'honneur et à la dignité professionnels, un tel règlement devenant en force quinze jours après sa ratification par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. (1909), 4911; 8 Geo. V, c. 56, s. 5.

Entrée en vigueur de certains règlements. 16. 1. Les règlements faits par le bureau en vertu des paragraphes 1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 6°, 7°, 8°, 11°, 12° et 13° de l'article 15, à moins qu'ils ne fixent une autre époque, deviennent en vigueur à compter du jour de leur passation.

Approbation de certains règlements. 2. Les règlements faits par le bureau en vertu des paragraphes 9° et 10° de l'article 15, doivent être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil et n'entrent en vigueur que trente jours après leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. (1909), 4912.

Établissement d'un fonds de retraite, etc. 17. 1. Le Bureau provincial de médecine a le pouvoir, quant il le juge à propos, d'établir un fonds de retraite et de secours, dont les revenus sont appliqués au soulagement des médecins nécessiteux.

Constitution de ce fonds. 2. Ce fonds est constitué par le versement, chaque année, de la moitié du surplus des recettes ordinaires sur les dépenses, tel qu'établi par le rapport du vérificateur.

Distribution. 3. La distribution des revenus de ce fonds est du ressort du comité exécutif du Bureau provincial de médecine qui, dans chaque cas, fait une enquête sommaire.

Placement des deniers. 4. Ce fonds doit être placé suivant les dispositions de l'article 981o du Code civil. S. R. (1909), 4912a; 8 Geo. V, c. 56, s. 6.

Dépenses de conférences payées par le bureau. 18. Le Bureau provincial de médecine est autorisé à défrayer les dépenses de conférences données aux sociétés médicales dans la province de Québec par des conférenciers médecins, choisis par le président ou par le comité exécutif. S. R. (1909), 4912b; 8 Geo. V, c. 56, s. 6.

§ 3.—Des officiers du collège et de leurs devoirs

Nomination des officiers. 19. A sa première réunion après une élection générale, le Bureau provincial de médecine nomme ses officiers conformément à la présente loi. S. R. (1909), 4913.

20. Le personnel des officiers du collège comprend : Composition du personnel du collège.
un président, trois vice-présidents et un registraire. Ces officiers sont élus au scrutin secret par les gouverneurs, et ils sont maintenus en fonction jusqu'à la première assemblée du Bureau provincial de médecine qui suit l'élection générale suivante. S. R. (1909), 4914.

21. Le registraire peut être choisi en dehors des mem- R^{égist}raire.
bres du Bureau provincial de médecine, pourvu qu'il soit membre du collège. S. R. (1909), 4915.

22. Le bureau peut nommer tous autres officiers qu'il Officiers addi-
juge nécessaires pour les fins de la présente loi et sa mise tionnels.
à exécution. S. R. (1909), 4916.

23. 1. Le président préside toutes les assemblées du Présidence
collège et du Bureau provincial de médecine. des assem-
blées.

2. Au cas d'absence du président, les vice-présidents, Remplace-
par ordre de nomination le remplacent temporairement ment.
et, au cas de décès, ils le remplacent jusqu'à la prochaine
élection générale des officiers du bureau. S. R. (1909),
4917.

24. 1. Le registraire agit comme secrétaire-archi- R^{égist}raire
viste aux assemblées du Bureau provincial de médecine. agit comme
Ses devoirs consistent à donner avis de la date et du secrétaire-
lieu de ces assemblées. Il fait aussi, sous la direction du archiviste.
président, imprimer le rapport des délibérations des
assemblées et en fait la distribution aux membres.

2. Le registraire garde en sa possession un cahier R^{égist}re mé-
appelé "Régistre médical de Québec", tenu suivant la dical.
formule 1, dans lequel il inscrit par ordre alphabétique
les nom et prénoms de toute personne qui a droit à tel
enregistrement, le lieu et la date de sa naissance, son
domicile et son adresse, ainsi que tous ses titres et le
nom de l'institution où elle a obtenu ses diplômes.

Le registraire doit aussi, sur instruction du bureau, Copie du
faire imprimer et distribuer à chaque membre du collège registre.
une copie exacte de ce registre.

3. Le registraire tient aussi un cahier dans lequel il Cahier tenu
inscrit les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance par régis-
et le domicile de tous ceux qui ont obtenu du Bureau traire.
provincial de médecine le certificat de compétence men-
tionné à l'article 30.

4. Il doit tenir aussi un autre cahier dans lequel il en- Cahier pour
registre les nom et prénoms, la date et lieu de naissance, les femmes.
le domicile et l'adresse, la date de licence et les titres de
toute femme qui s'est conformée aux règlements du

bureau concernant la pratique des accouchements dans cette province.

Garde du sceau.

5. Le registraire est le gardien du sceau du collège. S. R. (1909), 4918.

Accès aux livres.

25. Tout membre du collège a droit de consulter les livres du Bureau provincial de médecine. S. R. (1909), 4919.

Force probante des registres, etc.

26. 1. Les copies et les extraits des registres tenus par le registraire, ainsi que les copies et les extraits de tarifs et de règlements du collège, certifiés vrais et signés par le registraire, sont authentiques.

Perception des redevances.

2. Le registraire perçoit les sommes d'argent qui sont dues au collège.

Dépôt des fonds.

3. Le registraire doit déposer, sans délai, les fonds du bureau dans une des banques d'épargne légalement constituées de la province, ou, sur l'ordre du Bureau provincial de médecine, les convertir en valeurs de tout repos.

Relevé des recettes et dépenses.

4. A chaque assemblée semi-annuelle, ainsi qu'à toute autre époque, s'il en est requis par le président, le registraire doit fournir, avec pièces justificatives à l'appui, un relevé complet des recettes et des dépenses du collège.

Police d'assurance.

5. Il doit prendre, dans quelque compagnie de garantie, une police d'assurance au montant fixé par le Bureau provincial de médecine, dont la prime est payable par le collège.

Paiement des comptes.

6. Le registraire paye au moyen de chèques tous les comptes dus par le collège et approuvés par le président. S. R. (1909), 4920.

Exécution de la loi.

27. 1. Sous la direction du président, le registraire est chargé de la mise à exécution des dispositions de la présente loi, ainsi que des règlements du Bureau provincial de médecine.

Remplacement du registraire.

2. Au cas d'absence ou de décès du registraire, le président du Bureau provincial de médecine nomme un membre du collège pour agir comme registraire, soit temporairement au cas d'absence, soit jusqu'à la prochaine assemblée du Bureau provincial de médecine, au cas de décès. S. R. (1909), 4921.

Officiers sortant de charge.

28. 1. Les officiers sortant de charge sont tenus de remettre immédiatement à leurs successeurs les livres et autres documents se rapportant à leurs fonctions.

Destitution des officiers.

2. Le Bureau provincial de médecine a le pouvoir de destituer à volonté tout officier et d'en nommer un autre

à sa place, mais nul officier n'est ainsi destitué qu'en autant que la majorité absolue des membres vote sa destitution. S. R. (1909), 4922.

§ 4.—Des vérificateurs

29. Le Bureau provincial de médecine nomme, en dehors des membres de la profession médicale, un ou deux vérificateurs, qu'il charge de faire chaque année un examen minutieux des livres, des comptes, et de tous autres documents en possession du registraire, et de préparer un rapport fidèle et complet de l'état financier du collège. Vérificateurs.

Ce rapport est fait assez tôt pour que le président puisse le soumettre à la seconde assemblée semi-annuelle du Bureau provincial de médecine, ainsi qu'à l'assemblée précédant immédiatement l'élection générale des gouverneurs. Rapports des vérificateurs. S. R. (1909), 4923.

SECTION IV

DE L'ADMISSION A L'ÉTUDE DE LA MÉDECINE

30. 1. Nul ne peut être admis à l'étude de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique avant d'avoir obtenu un certificat de compétence du Bureau provincial de médecine. Certificat pour être admis à l'étude.

2. Ont droit à ce certificat:

a) Tous les titulaires d'un diplôme de bachelier ès lettres, ès sciences ou ès arts à eux conférés par une université canadienne ou des Îles britanniques; Ceux qui ont droit à ce certificat.

b) Ceux qui ont subi avec succès l'examen requis par le Bureau provincial de médecine pour les aspirants à l'étude;

c) Ceux qui ont subi avec succès un examen préliminaire jugé équivalent par le Bureau provincial de médecine, devant un collège ou un bureau autorisé par la loi à faire subir tel examen en dehors de ou dans la province. S. R. (1909), 4924; 13 Geo. V, c. 63, s. 2.

31. Les bacheliers doivent adresser au registraire, au moins dix jours avant la date de l'assemblée du Bureau provincial de médecine, leurs diplômes, ainsi que leur acte de naissance et le montant des honoraires fixé par le règlement pour les aspirants à l'étude. Ils doivent de plus joindre aux documents ci-dessus une déclaration attestée sous serment devant un juge de paix ou un commissaire de la Cour supérieure, suivant la formule 2. Bacheliers doivent transmettre leurs diplômes, etc., au registraire. S. R. (1909), 4925.

Avis donné
par les aspi-
rants.

32. Avant d'être admis à subir son examen devant le bureau d'examineurs pour l'étude de la médecine, l'aspirant doit donner au registraire un avis par écrit à cet effet suivant la formule 3, quinze jours au moins avant la date fixée pour les examens. Cet avis doit énoncer les nom, prénoms date et lieu de naissance et résidence de l'aspirant, les institutions et endroits où il a fait ses études, et être accompagné de l'acte de naissance de l'aspirant et du montant des honoraires fixé par le règlement du Bureau provincial de médecine. S. R. (1909), 4926.

Rapports des
examens.

33. Les rapports des examens ci-dessus faits suivant la formule 4 sont transmis au registraire du collège. Le Bureau provincial de médecine, suivant ces rapports, délivre à l'aspirant le certificat de compétence mentionné à l'article 30.

Commence-
ment de la
cléricature.

La cléricature commence à courir de la date de ce certificat. S. R. (1909), 4927.

Nomination
des examina-
teurs.

34. A une assemblée régulière, après l'expiration du mandat du bureau en fonction le 7 mai 1909, (date de l'entrée en vigueur de la loi 9 Édouard VII, chapitre 55), le Bureau provincial de médecine nomme pour quatre ans, et ainsi de suite tous les quatre ans, quatre personnes alors livrées à l'enseignement dans la province, deux de langue française et deux de langue anglaise, pour faire subir les examens des aspirants à l'étude de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique, sur les sujets littéraires et scientifiques ci-après mentionnés, savoir:

Sujets litté-
raires et
scientifiques
de l'examen.

La géométrie, l'arithmétique, l'algèbre, la chimie élémentaire, la physique, la philosophie, la botanique et la zoologie, pour le groupe des sciences; le latin, les belles-lettres, l'histoire, la géographie et les langues française et anglaise l'une comme langue maternelle et l'autre comme langue étrangère, pour le groupe des lettres.

Procédure de
l'examen.

Le Bureau provincial de médecine peut fixer par règlement toute question se rattachant à la procédure de ces examens. S. R. (1909), 4928.

SECTION V

DE L'ÉTUDE DE LA MÉDECINE

Cours de
médecine.

35. Tout étudiant en médecine, en chirurgie et en obstétrique admis à l'étude après le 1er janvier 1910, (*) doit suivre durant cinq années des cours de médecine, de chirurgie et d'obstétrique dans une université de la province, et les matières suivantes font l'objet de ces cours;

(*) Voir 9 Édouard VII, chapitre 55, section 1, édictant l'article 4002b, S.R. 1888.

Chimie théorique et pratique et toxicologie;
 Anatomie descriptive;
 Dissection ou anatomie pratique;
 Physiologie générale et spéciale;
 Électricité médicale, théorique et pratique; physio-
 thérapie;
 Hystologie normale et pathologique;
 Pathologie générale;
 Hygiène;
 Matière médicale, pharmacologie théorique et prati-
 que;
 Thérapeutique clinique;
 Obstétrique théorique et pratique;
 Pathologie interne;
 Pathologie externe;
 Pédiatrie théorique et clinique;
 Médecine légale, médecine mentale; maladies nerveu-
 ses;
 Cliniques chirurgicales dans un hôpital d'au moins cin-
 quante lits;
 Cliniques médicales dans un hôpital d'au moins cin-
 quante lits;
 Cliniques d'obstétrique dans une maternité affiliée
 ou reconnue par une université, y compris l'assistance à
 un certain nombre d'accouchements fixé par règlement;
 Médecine opératoire et petite chirurgie;
 Ophtalmologie, otologie, rhino-laryngologie théorique
 et clinique;
 Histoire de la médecine;
 Déontologie médicale;
 Dermatologie et syphilographie, théorique et pratique;
 Bactériologie théorique et pratique;
 Biologie. S. R. (1909), 4929; 8 Geo. V, c. 56, s. 7.

36. Le nombre de leçons théoriques, cliniques et pra-
 tiques est déterminé par règlement suivant entente entre
 chacune des facultés de médecine et le Bureau provin-
 cial de médecine. S. R. (1909), 4930.

SECTION VI

DE L'ADMISSION A L'EXERCICE DE LA MÉDECINE ET DE L'EXERCICE DE LA MÉDECINE

37. Pour faire subir des examens aux aspirants à l'exercice de la médecine, il est créé un bureau appelé "Bureau médical d'examineurs" composé, pour les deux tiers, de professeurs des facultés de médecine des universités mentionnées à l'article 5, et, pour un tiers, de représentants du collège.

Terme d'office. Les examinateurs de ce bureau demeurent en office pendant quatre ans. S. R. (1909), 4931.

Date des examens, etc. **38.** La date des examens et le nombre total des examinateurs sont déterminés par les doyens des facultés de médecine de chacune des universités et le président du Bureau provincial de médecine.

Langues officielles. Les langues française et anglaise sont les seules langues officielles pour ces examens.

Lieu des examens. Les examens ont lieu dans chacune des universités. S. R. (1909), 4932.

Avis de l'aspirant au registraire. **39. 1.** L'aspirant à l'exercice de la médecine qui désire subir un examen devant le Bureau médical d'examineurs doit, en sus des autres conditions fixées par règlement, donner au registraire du collège un avis par écrit, suivant la formule 5, au moins quinze jours avant l'examen qu'il doit subir, et cet avis doit être accompagné de l'honoraire fixé par règlement.

Contenu de l'avis. **2.** Cet avis doit énoncer les nom et prénoms de l'aspirant, tels qu'ils sont entrés dans son acte de naissance, et indiquer le nom de l'université où il doit subir son examen. S. R. (1909), 4933.

Examineurs délégués. **40. 1.** Les examinateurs que le Bureau provincial de médecine délègue à l'Université Laval de Québec et à l'Université de Montréal sont des médecins de langue française, et ceux qu'il délègue à l'Université McGill sont des médecins de langue anglaise.

Indemnité des examinateurs. **2.** Les universités et le collège ont à leurs charges respectives l'indemnité des examinateurs qu'ils ont nommés. S. R. (1909), 4934.

Rapport des examinateurs. **41.** Les rapports des examens ci-dessus faits suivant la formule 6 sont transmis au registraire du collège. Le Bureau provincial de médecine, suivant ces rapports et sur présentation d'un diplôme universitaire de docteur en médecine, accorde la licence. Les droits conférés par cette licence ne peuvent être exercés qu'à partir de la date de l'assermentation du licencié suivant la formule 12. S. R. (1909), 4935.

Durée du cours. **42.** Personne ne peut, après avoir passé les examens à la pratique, commencer à pratiquer comme médecin avant qu'il se soit écoulé cinq années consécutives depuis la date de l'enregistrement, au bureau du collège, de son diplôme de bachelier ou de son brevet d'admission à l'étude. S. R. (1909), 4936.

43. Aucune personne ne peut exercer la médecine, la chirurgie ou l'obstétrique dans la province, à moins d'avoir obtenu une licence du Bureau provincial de médecine. Pour obtenir cette licence il faut avoir satisfait aux exigences de la présente loi et être porteur d'un diplôme de docteur en médecine décerné par l'une des universités mentionnées à l'article 5 ou approuvé par le Bureau provincial de médecine. S. R. (1909), 4937. Exigibilité de la licence.

44. Sans vouloir restreindre la signification des mots "exercer la médecine", donner des consultations médicales, ordonner ou prescrire des médicaments, pratiquer des accouchements, traiter des affections médicales ou chirurgicales, prendre part habituellement et par une direction suivie au traitement de maladies, ou affections médicales et chirurgicales, soit en administrant des médicaments, soit en faisant usage de procédés mécaniques, physiques ou chimiques de radiothérapie ou de rayons X, constituent l'exercice de la médecine. S. R. (1909), 4938; 8 Geo. V, c. 56, s. 8. "Exercer la médecine".

45. La licence permettant l'exercice de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique dans cette province doit être signée par le président, par le registraire et par l'un des vice-présidents. Le sceau du collège doit être apposé sur cette licence. S. R. (1909), 4939. Signature de la licence.

46. Tout membre de la profession médicale qui était porteur, lors de la passage de la loi 40 Victoria, chapitre 26, d'une licence du collège, et qui ne s'est pas sub- séquemment fait enregistrer conformément à la présente loi, a droit de le faire pourvu qu'il démontre ses qualités à la satisfaction du registraire et paye l'honoraire fixé pour l'obtention de la licence. S. R. (1909), 4940. Enregistrement de certaines personnes.

47. Toute personne qui, ayant suivi un cours régulier et complet dans une université en dehors de la province, a obtenu un diplôme de docteur en médecine, a suivi un cours d'études médicales de cinq ans et peut fournir la preuve d'un examen préliminaire équivalent à celui exigé dans la province de Québec, a droit à une licence, sur paiement des honoraires et pourvu qu'elle passe avec succès les examens des aspirants à l'exercice de la médecine, devant le Bureau médical d'examineurs. S. R. (1909), 4941; 8 Geo. V, c. 56, s. 9. Octroi de la licence à certaines personnes diplômées en dehors de la province.

48. Les personnes dont les noms sont inscrits dans le registre médical du Royaume-Uni de la Grande-Bre- Personnes inscrites dans le registre mé-

dical du Royaume-Uni. tagne et d'Irlande en vertu des lois médicales impériales, ont droit, en produisant la preuve de telle inscription, et en justifiant de leur bonne réputation, et sur paiement des honoraires alors exigibles pour l'octroi de la licence, d'obtenir une telle licence sans avoir à subir aucun examen, pourvu qu'elles établissent, à la satisfaction du Bureau provincial de médecine:

1° Qu'elles ont obtenu du Bureau provincial de médecine un brevet ou certificat d'admission à l'étude de la médecine cinq années au moins avant leur inscription dans le registre médical du Royaume-Uni; ou

2° Qu'elles ont été inscrites dans le registre médical du Royaume-Uni et sont devenues qualifiées pour exercer leur dite profession dans ledit Royaume-Uni après une période de pas moins de cinq années d'études, pendant lesquelles elles ont résidé sans interruption hors de la province de Québec.

Effet de cet article.

Les dispositions du présent article n'ont effet qu'en autant que l'acte médical impérial de 1886 et ses amendements s'appliquent à la province de Québec. S. R. (1909), 4942; 1 Geo. V (1911), c. 37, s. 3.

Acceptation des certificats.

49. La décision du Bureau provincial de médecine, quant à l'acceptation des certificats mentionnés dans les articles 47 et 48, est finale et sans appel. S. R. (1909), 4943.

Octroi de la licence à certaines personnes diplômées dans une autre province.

50. Aussitôt qu'il sera constitué un bureau médical d'examineurs semblable à celui établi en vertu de la présente loi, ou une institution reconnue, par la Législature d'une des autres provinces du Canada, comme le seul bureau d'examen aux fins d'octroyer des certificats de compétence, et où le cours d'études sera jugé égal à celui de la province de Québec, le porteur de tout tel certificat, sur preuve satisfaisante, aura droit à l'enregistrement par le Bureau provincial de médecine de la province de Québec, pourvu que le même privilège soit accordé par tel bureau médical d'examineurs ou institution aux porteurs de certificats du Bureau provincial de médecine de la province de Québec. S. R. (1909), 4944.

Nécessité de l'enregistrement.

51. Toute personne ayant droit de requérir l'enregistrement d'après la présente loi et qui, exerçant la médecine, la chirurgie et l'obstétrique dans la province, néglige ou omet de se faire enregistrer, ne peut réclamer aucun des droits et privilèges accordés par la présente loi, et est passible de toutes les pénalités imposées par elle ou par toute autre loi, contre toute personne exer-

çant la médecine, la chirurgie et l'obstétrique sans avoir été enregistrée ainsi que requis.

Tout médecin est autorisé à tenir les médicaments, les produits pharmaceutiques et les appareils de physique, de chimie ou de mécanique dont il peut avoir besoin et à en faire usage dans l'exercice de sa profession. Médecins autorisés à tenir médicaments, etc. S. R. (1909), 4945.

52. 1. Il est interdit d'exercer sous un pseudonyme la médecine, la chirurgie ou l'obstétrique sous la peine édictée par l'article 77. Pseudonyme.

2. Il est interdit d'exercer la médecine sous un nom qui n'est pas celui d'un médecin légalement autorisé à exercer la médecine, la chirurgie ou l'obstétrique. Prendre un nom autre que celui d'un médecin autorisé.

3. Il est interdit également aux sages-femmes d'employer des instruments. Dans les cas d'accouchements laborieux, elles devront appeler un médecin licencié sous la peine édictée par l'article 77. Sages-femmes. S. R. (1909), 4946; 8 Geo. V, c. 56, s. 10.

53. Tout médecin occupant une position publique ou autre, en raison de sa qualité de médecin, est également tenu de se faire enregistrer, et est soumis à toutes les autres obligations des membres du collège. Médecin occupant une position publique. S. R. (1909), 4947.

54. Les membres du collège payent une contribution annuelle de quatre dollars. Cette contribution est payable d'avance au bureau du registraire, le 1er juillet de chaque année, et toute poursuite pour en opérer le recouvrement doit être intentée dans le district où se trouve situé ledit bureau. Contribution des membres du collège. S. R. (1909), 4948.

55. 1. Tout médecin cessant d'exercer sa profession peut se libérer du paiement de la contribution pour le temps qu'il cesse ainsi de l'exercer, en envoyant préalablement les arrérages par lui dus et en informant par écrit le registraire de son intention de ne plus exercer sa profession. Avis par un médecin qu'il n'exerce plus sa profession. (Voir formule 8).

Il est du devoir du registraire de rayer le nom de ce médecin du registre médical à l'époque fixée dans l'avis. Devoir du registraire.

Si, après l'époque fixée dans cet avis comme celle à laquelle ce médecin doit cesser d'exercer, il exerce sa profession, il continue à être sujet aux dispositions de la présente loi comme si l'avis n'avait pas été donné. Dispositions applicables.

2. Ce médecin peut reprendre l'exercice de sa profession en donnant avis de son intention à cet effet au registraire du collège. Avis par un médecin qu'il reprend l'exercice de sa profession. (Voir formule 9.)

Inscription
de son nom.

Sur paiement de sa contribution pour l'année courante, le registraire transmet sa demande au président du collège et réinscrit son nom sur le registre, si le président n'y fait pas objection.

Objection à
la réinscrip-
tion.

3. Si le président du collège fait objection à la réinscription du nom de ce médecin sur le registre à cause de l'état que ce médecin a pu exercer dans l'intervalle ou pour toute autre cause, la question est soumise au conseil de discipline, lequel, après avoir entendu les parties, peut refuser ou accorder à ce médecin la permission d'exercer sa profession, et il en consigne la raison dans le jugement.

Appel.

Il y a appel au Bureau provincial de médecine de cette décision. S. R. (1909), 4949.

Perception
des contri-
butions.

56. 1. Les contributions annuelles et leurs arrérages sont recouvrables, tant du médecin qui les doit lui-même que de ses héritiers et représentants, par le registraire, au nom du collège.

Description
du défendeur
à l'action.

2. Dans toute action en recouvrement de ces contributions et de ces arrérages, il suffit de donner les initiales des prénoms du défendeur, tels qu'ils se trouvent dans le registre médical de Québec.

Allégués de
l'action.

3. Il suffit aussi d'alléguer que le médecin défendeur ou ses héritiers ou représentants sont endettés envers le collège pour les années de contributions qui leur sont demandées.

Preuve.

4. L'état de compte du médecin dont la contribution ou les arrérages sont ainsi demandés, à lui ou à ses héritiers, portant le sceau du collège et paraissant signé par le registraire est reçu devant tous les tribunaux comme preuve suffisante de son contenu. S. R. (1909), 4950.

Prescription
de l'action.

57. 1. L'action en recouvrement des contributions annuelles se prescrit par dix ans.

Année finan-
cière.
Qualité pour
voter.

2. L'année financière du collège date du 1er juillet.

3. Aucun des membres du collège n'est admis à voter aux élections des membres du Bureau provincial de médecine, et n'est éligible comme gouverneur, s'il n'a payé, le ou avant le 1er juillet précédant l'élection, tout ce qu'il doit au collège. S. R. (1909), 4951.

Liste des
médecins en-
dettés envers
le collège.

58. 1. Dans le cours du mois d'août de chaque année, le registraire fait la liste de tous les médecins qui, outre la contribution de l'année courante, doivent aussi la contribution pour l'année précédente ou tous autres arrérages pour les années antérieures.

Avis de sus-
pension.

2. Après la confection de cette liste, le registraire transmet, avec toute la diligence raisonnable, par lettre recommandée, à tous les médecins dont les noms s'y

trouvent portés, un avis qu'à la prochaine session du Bureau provincial de médecine il demandera leur suspension. (*Voir formule 10*).

Cet avis doit être mis à la poste au moins quinze jours avant la session où la suspension sera demandée. Délai pour la suspension.

3. Le certificat sous serment du registraire démontrant qu'il a fait l'envoi de cet avis conformément au paragraphe 2 du présent article est une preuve suffisante de son envoi. Preuve de l'avis.

4. Le Bureau provincial de médecine peut, à toute session ordinaire, sans autre formalité, décréter, par ordonnance, la suspension de tous les médecins ainsi arriérés dans le paiement de leurs contributions au delà de l'année courante, ou d'aucun d'eux, et avis de la suspension est donné par le registraire auxdits médecins. Prononcé de suspension.
(*Voir formule 11.*)

5. Les effets de cette suspension durent jusqu'à ce que le médecin suspendu s'en relève par le paiement: Effets de la suspension.

a) De ses arrérages;

b) Des frais encourus pour le suspendre, tels que taxés par le Bureau provincial de médecine dans son ordonnance;

c) Des frais de publication de cette ordonnance. S. R. (1909), 4952.

59. 1. Nul n'a le droit de recouvrer devant un tribunal aucun honoraire et aucune compensation, pour un avis médical ou chirurgical, des remèdes ou appareils qu'il peut avoir prescrits ou fournis, ni ne peut se prévaloir d'aucun droit ou privilège conféré par la présente loi, à moins qu'il ne soit enregistré dans le registre médical de Québec et qu'il n'ait payé sa contribution annuelle au collège. Conditions du droit de charger des honoraires.

2. Nul certificat donné par une personne en sa qualité de médecin et chirurgien n'est valable à moins que cette personne ne soit enregistrée dans le registre médical de Québec. S. R. (1909), 4953. Certificat d'un médecin non enregistré.

60. 1. Les médecins sont crus à leur serment, quant à la réquisition, à la nature et à la durée des services par eux rendus, mais leur témoignage sous serment peut être contredit comme toute autre témoignage. Serment des médecins.

2. Un médecin ne peut être contraint de déclarer ce qui lui a été révélé à raison de son caractère professionnel. Secret professionnel.

3. Les médecins ne sont tenus d'accepter aucune charge municipale, ni une charge sous une corporation scolaire. S. R. (1909), 4954; 15 Geo. V, c. 51, s. 5, et annexe. Privilèges des médecins.

SECTION VII

DU CONSEIL DE DISCIPLINE

§ 1.—*Dispositions générales*

Conseil de discipline.

61. 1. Dans le but de faire observer les règlements du Bureau provincial de médecine, ainsi que les règles de la déontologie médicale, il est créé un conseil de trois membres choisis parmi les gouverneurs et appelé "Conseil de discipline".

Président et membres de ce conseil.

Le président du Bureau provincial de médecine est de droit membre et président de ce conseil, dont les deux autres membres sont nommés par le Bureau provincial de médecine à la première session qui suit l'élection générale des gouverneurs.

Vacances.

Toute vacance survenue dans le Conseil de discipline pendant l'intervalle des sessions du Bureau provincial de médecine peut être remplie par les deux autres membres du conseil.

Pouvoir de faire des règlements.

2. Le Conseil de discipline a le pouvoir de faire des règlements pour sa régie, et la procédure qui doit être suivie devant lui.

Quorum.

3. Le quorum du Conseil de discipline est de deux membres, et le registraire du collège agit comme son secrétaire.

Terme d'office.

4. Les membres de ce conseil restent en office jusqu'à ce qu'ils soient remplacés.

Décisions rendues par les membres du conseil.

Néanmoins, les membres de ce conseil, ou la majorité, qui ont pris connaissance d'une affaire qui leur est soumise, doivent rendre leur décision nonobstant l'expiration du terme pour lequel ils ont été nommés, qu'ils aient été réélus ou non membres du Bureau provincial de médecine.

Remplacement des membres absents.

5. Tout membre du conseil à qui avis a été dûment donné d'assister à une séance du conseil et qui fait défaut, peut être remplacé par les deux autres membres du conseil, et son successeur reste en charge jusqu'au renouvellement du conseil. S. R. (1909), 4955.

Attributions du conseil.

62. Le Conseil de discipline est chargé de s'enquérir, d'entendre et de décider d'une manière définitive et privativement à tout tribunal, sauf appel au Bureau provincial de médecine, toute accusation ou plainte contre un membre du collège pour infraction à ses devoirs professionnels ou pour tout acte dérogatoire à l'honneur et à la dignité de la profession. S. R. (1909), 4956; 8 Geo. V, c. 56, s. 11.

63. Le Bureau provincial de médecine peut, par règlement, fixer le temps et le lieu des séances du conseil et le mode de convocation, et décréter que le conseil peut tenir des séances générales ou spéciales. S. R. (1909), 4957.

Convocation
et lieu des
séances.

64. Dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés, le conseil procède par voie délibérative et peut recourir à tous les moyens qu'il juge convenables pour s'instruire des faits à vérifier et pour permettre à l'accusé de se défendre. S. R. (1909), 4958.

Mode de
procéder du
conseil.

65. La commission d'un acte criminel légalement prouvée et suivie de condamnation définitive par un tribunal compétent, décrétant l'incarcération dans un pénitencier, comporte de plein droit la destitution de membre du collège. S. R. (1909), 4959.

Causes de
dstitution.

66. Le greffier de tout tribunal ayant juridiction criminelle dans cette province devant lequel un procès s'est instruit contre un membre du collège doit, sans délai, informer le registraire du collège de la sentence prononcée contre un membre et lui transmettre une copie certifiée de cette sentence. S. R. (1909), 4960.

Transmission
de la copie
d'une sen-
tence pro-
noncée con-
tre un méde-
cin.

67. 1. Un membre du collège trouvé coupable d'un acte criminel et condamné définitivement par un tribunal compétent, mais non condamné au pénitencier, peut être suspendu ou destitué par le Bureau provincial de médecine sur production d'une copie certifiée du jugement, et sans autre enquête.

Cause de sus-
pension.

2. S'il est constaté par le jugement final et sans appel d'un tribunal qu'un membre du collège a commis quelque infraction grave à ses devoirs professionnels ou a commis un acte dérogatoire à l'honneur de la profession, le conseil peut suspendre ou destituer tel membre du collège sans enquête, sur la production d'une copie certifiée de ce jugement.

Suspension
ou destitution
laissée à la
discretion du
conseil.

3. Dans les deux cas mentionnés dans les paragraphes 1 et 2 du présent article, les greffiers des tribunaux qui ont prononcé les sentences sont tenus de transmettre, sans délai, une copie certifiée de ces sentences au registraire du collège. S. R. (1909), 4961.

Devoirs des
greffiers de
tribunaux.

§ 2.—Des plaintes contre les médecins

68. 1. Toute plainte contre un membre du collège doit être faite par écrit, sous serment prêté devant le registraire ou un juge de paix, et adressée au registraire.

Plaintes con-
tre les mem-
bres du col-
lège.

Manière de
disposer des
plaintes.

2. Le Bureau provincial de médecine a le pouvoir de faire des règlements pour déterminer de quelle manière et dans quels délais il sera disposé de cette plainte, pour assigner l'accusé et les témoins et pour fixer en général toute la procédure en cas de plainte portée contre un membre du collège.

Audition des
plaintes.

3. Toute plainte contre un membre du collège peut être entendue par le conseil à une séance générale ou à une séance spéciale.

Dépôt qui
doit accom-
pagner la
plainte.

4. Toute plainte faite au registraire doit être accompagnée d'un dépôt de vingt-cinq dollars, mais si cette plainte doit être entendue par le conseil à une séance spéciale, à la demande du plaignant, le dépôt est de cinquante dollars. Cependant dans l'un et l'autre cas, le plaignant et l'accusé doivent en outre déboursier, à demande, pendant le cours des délibérations, les frais et honoraires fixés par le tarif.

Contenu de
la plainte.

5. La plainte doit indiquer sommairement la nature, le temps, le lieu et les circonstances de l'infraction et être accompagnée d'une liste contenant les noms, prénoms, qualités et résidences des témoins que le plaignant désire faire entendre. S. R. (1909), 4962.

Pouvoirs du
conseil
quant aux
témoins.

69. 1. Dans l'exercice de ses fonctions, le conseil peut assigner des témoins et possède, pour les forcer à comparaître et à répondre, et les punir en cas de refus, tous les pouvoirs de la Cour supérieure. Tout membre du conseil a le droit d'assermenter les parties et les témoins.

Production
de docu-
ments.

2. Le conseil a le droit de faire produire devant lui tout document jugé nécessaire pour se prononcer sur une plainte. Il possède, pour obliger à la production de ces documents, les pouvoirs de la Cour supérieure.

Délégation
des pouvoirs
du conseil
pour faire
enquête.

3. Le conseil peut charger un de ses membres de tenir une enquête et de lui faire rapport sur toute plainte pendante devant lui et au sujet de toute question ou chose de sa compétence, en vertu de la présente loi; et ce membre peut être autorisé par le conseil à se transporter pour cette enquête aux endroits qu'il juge opportuns. S. R. (1909), 4963.

Frais de l'en-
quête.

70. Le conseil a le pouvoir, en rendant sa décision, de mettre les frais encourus à la charge de l'une ou de l'autre des parties ou de les diviser, et de taxer les frais qui ne sont pas prévus par le tarif. S. R. (1909), 4964.

71. Les peines disciplinaires qui peuvent être imposées par le Bureau provincial de médecine ou par le conseil, sont: Peines disciplinaires.

1° La privation pendant un certain temps du droit de vote aux élections des gouverneurs ainsi que dans les assemblées générales des membres du collège;

2° La privation du droit d'éligibilité à la charge de gouverneur;

3° La privation, pour un membre du Bureau provincial de médecine, du droit d'assister à une ou à plusieurs séances;

4° La censure;

5° La déchéance comme membre du Bureau provincial de médecine;

6° La suspension de l'exercice de la profession de médecin et chirurgien qui entraîne de plein droit, pour le temps de la suspension, la déchéance de membre du collège;

7° La destitution de membre du collège. S. R. (1909, 4965.

72. Les peines autres que la destitution de membre du collège sont imposées séparément ou simultanément. Imposition de ces peines.
S. R. (1909), 4966.

73. Le Bureau provincial de médecine, quand il le juge à propos, peut ordonner au registraire de porter en son nom, devant le conseil, toute accusation suffisamment libellée. Plaintes portées par le Bureau provincial.
S. R. (1909), 4967.

§ 3.—*De l'appel au Bureau provincial de médecine*

74. 1. Toute décision du Conseil de discipline qui comporte la suspension ou la destitution est sujette à l'appel au Bureau provincial de médecine. Avis de cet appel est signifié par un huissier au registraire qui a fait le rapport de la décision au membre suspendu ou démis, dans les quinze jours qui suivent celui de la signification. Cet appel ne peut être pris en considération qu'à une session régulière du Bureau provincial de médecine. Appel des décisions du Conseil de discipline et avis.

2. Les membres du conseil ne peuvent siéger en appel du jugement rendu par le conseil dont ils faisaient partie. Membres incompétents.

3. Les articles 237 et 238 du Code de procédure civile s'appliquent aux membres du Bureau provincial de médecine siégeant en appel. Causes de récusation.

4. Le quorum des membres du Bureau provincial de médecine siégeant en appel est de huit membres. Quorum du tribunal d'appel.

Dépôt qui accompagne l'avis.

5. L'appelant doit déposer, avec son avis d'appel, une somme de cinquante dollars pour contribuer aux frais occasionnés par cet appel.

Frais de l'appel.

S'il réussit dans cet appel, cette somme lui est remise. La partie qui succombe est condamnée à la payer au Bureau provincial de médecine avec les autres frais occasionnés par cet appel.

Décisions doivent être sommaires.

6. Le Bureau provincial de médecine décide de l'appel sommairement, et le registraire transmet, dans les huit jours, une copie certifiée de cette décision à l'appelant par lettre recommandée.

Appel à la Cour supérieure.

7. Néanmoins si un membre intéressé se croit lésé par la décision rendue par le conseil de discipline ou par le Bureau provincial de médecine, il peut en appeler à la Cour supérieure. S. R. (1909), 4968; 8 Geo. V, c. 56, s. 12.

§ 4.—*De l'exécution des décisions du conseil et du recouvrement des frais*

Signification de la décision du bureau.

75. 1. Après le délai d'appel écoulé, ou après la décision définitive, suivant le cas, une copie de la décision du Bureau provincial de médecine ou du conseil, certifiée par le registraire, est signifiée par un huissier, dans les trente jours, au membre du collège suspendu ou démis ou à toute autre partie qui succombe et au protonotaire de la Cour supérieure du district où demeure tel membre du collège ou telle partie.

Bref d'exécution émis par le protonotaire.

Le protonotaire de la Cour supérieure du district où la partie condamnée réside doit, sur la production d'une copie certifiée de la décision du bureau ou du conseil, émettre un bref d'exécution pour le recouvrement des frais fixés par le tarif ou taxés par le conseil ou le bureau, tant avant qu'après la décision, comme pour un jugement de la Cour supérieure.

Suspension de plein droit.

2. Si la partie qui succombe est un membre du collège, elle est incapable d'exercer sa profession et est suspendue de plein droit jusqu'à ce qu'elle ait payé les frais auxquels elle est condamnée. S. R. (1909), 4969.

Avis de la suspension ou de la destitution.

76. 1. Dans tous les cas de suspension ou de destitution d'un membre du collège, avis en est donné, sous la signature du registraire, dans quatre numéros de la *Gazette officielle de Québec*, aussitôt après le prononcé du jugement du Bureau provincial de médecine, ou après l'expiration du délai accordé pour l'appel si aucun appel n'est institué.

Effet du dernier avis.

2. Les effets de la suspension ou de la destitution ne datent que de la dernière de ces quatre publications.

3. Sauf l'exception portée dans le paragraphe 4 du présent article, un avis public de cette suspension ou destitution, signé par le registraire, doit être immédiatement lu et affiché pendant deux dimanches consécutifs, par un huissier de la Cour supérieure ou par le secrétaire-trésorier du conseil de la municipalité, à la porte de l'église de la paroisse ou du canton où le médecin suspendu ou destitué a son domicile.

4. Dans les cités de Québec, Montréal, Trois-Rivières, Sherbrooke, Sorel, Saint-Hyacinthe et Saint-Jean, cet avis est publié trois fois en français dans un papier-nouvelles publié dans la langue française et trois fois en anglais dans un papier-nouvelles publié dans la langue anglaise, et, s'il n'y a qu'un journal dans la localité ou que tous soient publiés dans la même langue, l'avis doit être inséré dans les deux langues dans le même journal. S. R. (1909), 4970.

Affichage et lecture de l'avis public.

Sa publication dans certains endroits.

SECTION VIII

DES PÉNALITÉS ET DES POURSUITES

77. 1. Toute personne non enregistrée dans cette province, qui est trouvée coupable d'y avoir exercé la médecine, la chirurgie ou l'obstétrique, en contravention avec les dispositions de la présente loi, encourt une amende de cinquante dollars pour une première infraction, de cent dollars pour une deuxième infraction et de deux cents dollars pour toute infraction subséquente.

Amende pour exercice illégal de la médecine.

Cette disposition ne s'applique pas aux services rendus gratuitement par des personnes qui, à raison de leur état, peuvent dans des circonstances spéciales faire certains actes qui, autrement, tomberaient sous le coup de la présente loi.

Exception.

2. Une amende de cinquante dollars pour une première infraction et de deux cents dollars pour toute infraction subséquente est encourue par toute personne qui prend le titre de docteur, de médecin ou de chirurgien, ou tout autre titre ou nom qui peut faire supposer qu'elle est autorisée légalement à exercer la médecine, la chirurgie ou l'obstétrique dans cette province, si elle ne peut établir ce fait par une preuve légale ainsi que voulu par la loi.

Pénalité contre une personne qui prend illégalement le titre de docteur, etc.

3. Toute personne qui assume dans une annonce, dans un papier-nouvelles ou dans des circulaires écrites ou imprimées, ou sur des cartes d'adresse, ou sur des enseignes, un titre, un nom ou une désignation de nature à faire supposer qu'elle est dûment enregistrée ou a qualité pour exercer la médecine, la chirurgie ou l'obstétrique,

Prendre un nom, etc., qui peut faire supposer l'enregistrement.

- ou toute personne, soit pour elle-même soit pour le compte d'un médecin licencié, qui offre ou qui donne ses services comme médecin, chirurgien ou accoucheur, même à titre gratuit, ou qui offre ou donne des consultations gratuites, si elle n'est pas dûment autorisée et enregistrée dans cette province en vertu de la présente loi, est, dans chacun de ces cas, passible d'une semblable amende de cinquante dollars pour une première infraction, de cent dollars pour une deuxième infraction et de deux cents dollars pour toute autre infraction subséquente.
- Pénalité.** Dans toute poursuite intentée en vertu de la présente loi, la preuve de l'enregistrement est à la charge du poursuivi.
- Pénalité pour fausse représentation.** 4. Toute personne qui assume, dans une annonce, dans un papier-nouvelles, dans des circulaires écrites ou imprimées, sur une carte d'affaires, sur une enseigne de quelque manière que ce soit, un titre ou une désignation de nature à faire supposer que, sans être médecin licencié, elle exerce la médecine, est passible d'une semblable amende de cinquante dollars, pour une première infraction de cent dollars pour une deuxième infraction, et de deux cents dollars et trois mois de prison pour toute autre infraction subséquente, et, à défaut de paiement de l'une ou l'autre de ces amendes dans les vingt-quatre heures qui suivent le jugement, d'un emprisonnement de trois mois pour chaque infraction.
- Pénalités appartenant au collège.** 5. Les pénalités imposées par la présente loi sont recouvrées avec dépens par poursuite au nom du collège, en son nom corporatif, et elles appartiennent au collège pour son usage.
- Tribunal compétent.** Les pénalités imposées par la présente loi peuvent être réclamées par simple action civile ordinaire, au nom du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, devant la Cour supérieure, la Cour de circuit, ou la Cour de magistrat, suivant le cas, (eu égard au montant et au nombre des pénalités imposables) ayant juridiction dans l'endroit où l'infraction a été commise, et les procédures ainsi intentées sont régies par les dispositions du Code de procédure civile relatives aux matières sommaires.
- Procédure.** Les pénalités peuvent aussi être réclamées par poursuite devant un juge de paix sur dénonciation du registraire, conformément aux dispositions de la première partie de la Loi des convictions sommaires de Québec (chap. 165).
- Poursuites pénales.** 6. Si la preuve est suffisante, le tribunal condamne le défendeur au paiement des pénalités susmentionnées,
- Condamnation.**

en sus des frais, dans le délai qu'il fixe, et à un emprisonnement de soixante jours dans la prison commune du district, sur son défaut de satisfaire à la condamnation dans ce délai.

Le mandat d'emprisonnement, dans ce cas, est émis sous la signature du greffier du tribunal, sur la demande écrite de l'avocat du poursuivant, et peut être rédigé suivant la formule 18 contenue dans l'annexe à la Loi des convictions sommaires de Québec (chap. 165), et exécuté en la manière ordinaire. S. R. (1909), 4971; 8 Geo. V, c. 56, s. 13; 13 Geo. V, c. 63, s. 3; 15 Geo. V, c. 10, s. 22.

Mandat
d'emprison-
nement.

78. Indépendamment des dommages auxquels les parties peuvent avoir droit, tout médecin destitué ou suspendu qui tient exposée une affiche ou toute autre indication propre à cacher au public sa destitution ou sa suspension ou qui exerce la médecine, la chirurgie ou l'obstétrique, encourt pour chaque infraction une amende de cent dollars. S. R. (1909), 4972.

Médecin qui
cache au pu-
blic sa desti-
tution, etc.

79. Toute amende imposée par l'article 78 est poursuivie et recouvrée par le registraire, au nom du collège avec l'autorisation préalable du Bureau provincial de médecine ou de son président, devant tout tribunal civil compétent.

Poursuite au
nom du col-
lège.

Si le registraire est la personne qui doit être poursuivie, le président agit d'office au nom du Bureau provincial de médecine. S. R. (1909), 4973.

Poursuite
contre le
registraire.

80. Il est loisible au président du collège, s'il le juge à propos, d'autoriser, nommer et constituer par un ordre signé par lui, toute personne de son choix autre que le registraire, pour prendre des procédures contre quiconque est soupçonné d'avoir enfreint quelque une des dispositions de la présente loi. S. R. (1909), 4974.

Mandat du
président.

SECTION IX

DE L'APPLICATION DE LA LOI MÉDICALE DU CANADA

81. Les dispositions de la Loi médicale du Canada, étant le chapitre 137 des Statuts révisés du Canada, 1906, tel qu'amendé par la loi du Canada 1-2 George V, chapitre 16, sont acceptées et pourront s'appliquer à la province de Québec, et le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec et le Bureau provincial de médecine pourront exercer tous les droits et pouvoirs à eux respectivement attribués par ces dispositions. S. R. (1909), 4974a; 2 Geo. V, c. 38, s. 1.

Application
de la loi
fédérale.

Registre médical canadien.

82. Nonobstant toute disposition à ce contraire dans les lois de cette province, lorsqu'il aura été établi, sous le régime de ladite Loi médicale du Canada, un registre médical canadien, toute personne régulièrement inscrite dans ce registre comme praticien en médecine, aura droit à une licence du Bureau provincial de médecine pour exercer la médecine, la chirurgie et l'obstétrique dans la province et sera enregistrée dans le registre médical de Québec, sur production d'un certificat sous le seing du registraire du Conseil médical du Canada, attestant son dit enregistrement, et sur preuve satisfaisante de son identité et sur versement de l'honoraire fixé pour cette licence et cet enregistrement par le Bureau provincial de médecine.

Réserve.

Pourvu, néanmoins, que le Bureau provincial de médecine puisse exiger un examen satisfaisant sur les matières finales, comme condition additionnelle à l'obtention de la licence et de l'inscription provinciale, de toute personne inscrite dans le registre médical canadien seulement en vertu du paragraphe 2 de l'article 18 de ladite Loi médicale du Canada, tel que remplacé par la loi du Canada, 1-2 George V chapitre 16, section 11. S. R. (1909), 4974*b*; 2 Geo. V, c. 38, s. 1.

FORMULES

1.—(*Article 24*)*Registre médical de Québec*

Date de l'enregistrement	Nom et prénoms	Date de la naissance	Résidence	Titres et qualités

S. R. (1909), 4974, formule 1.

2.—(*Article 31*)*A fidavrit pour bacheliers*

Je soussigné, _____, âgé de _____ ans,
né à _____, district électoral de _____ province de _____,
domicilié à _____, district électoral de _____, province
de _____, bachelier ès _____ de l'université _____,
dans la province de _____, jure sur les Saints-Évangiles
que le diplôme que je présente, daté le _____ jour du
mois de _____ 19____, est bien ma propriété, que les

nom et prénoms qui y sont inscrits sont les miens et que je l'ai obtenu d'une manière régulière et légitime.

(Signature.)

Assermenté devant moi, à
de , ce jour
19 .

(Signature.)

J. P. (ou Com. Cour supérieure.)

S. R. (1909), 4974, formule 2.

3.—(Article 32)

Avis de l'aspirant à l'étude

Au registraire du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

Monsieur,

Je soussigné, , de
ai l'honneur de vous informer que je me présenterai pour
subir mon examen pour l'admission à l'étude de la médecine, le
jour du mois de .
Je suis âgé de , et j'ai fait mes études à .

J'ai l'honneur d'être, etc.,

(Signature.)

N. B.—L'aspirant doit transmettre avec cet avis un certificat du directeur de l'institution où il a étudié, un certificat de naissance et l'honoraire.

S. R. (1909), 4974, formule 3.

4.—(Article 33)

Rapport des examinateurs pour l'examen à l'étude de la médecine

No	Nom et prénoms	Adresse du candidat	RÉSULTAT		Remar- ques
			Sciences	Lettres	

Nous soussignés, examinateurs nommés par le Bureau provincial de médecine, certifions avoir assisté aux examens préliminaires à _____, commencés le _____, terminés le _____, et déclarons que le rapport ci-dessus est en tout conforme à la vérité.

En foi de quoi, nous avons signé à _____, le _____ jour de _____, 19____.

(Signatures.)

N. B.—Ce rapport doit être adressé au registraire.

S. R. (1909), 4974, formule 4.

5.—(Article 39)

Avis au registraire par l'aspirant aux examens

Au registraire du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

Monsieur,

Je soussigné, _____, de _____, étudiant en médecine de _____, ai l'honneur

de vous informer que je me présenterai aux prochains examens devant le Bureau médical des examinateurs, à la faculté de , pour subir mes examens sur les matières suivantes:

J'ai l'honneur d'être, etc.,
(Signature.)

N. B.—L'aspirant doit transmettre avec cet avis tous les certificats qui lui donnent le droit de se présenter sur les diverses matières.

S. R. (1909), 4974, formule 5.

6.—(Article 41)

Rapport du Bureau médical des examinateurs

Examen de la faculté de médecine de

Date	Nom et prénoms	Adresse	Date de la naissance	Matières	Note	Remar- ques

Nous soussignés, examinateurs nommés, certifions avoir commencé les examens de le 19 , et les avoir terminés le 19 , et déclarons que le rapport ci-dessus est en tout conforme à la vérité.

En foi de quoi, nous avons signé, à , le
jour de , 19 .
(Signatures.)

S. R. (1909), 4974, formule 6.

7.—(Articles 47, 48)

Avis d'un candidat désirant obtenir une licence pour l'exercice de la médecine

Au registraire du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

Monsieur,

Je soussigné, _____, résidant à _____, ai l'honneur de vous informer que je me présenterai à la prochaine assemblée du Bureau provincial de médecine à _____, le _____ jour du mois de _____ pour obtenir la licence pour l'exercice de la médecine dans la province de Québec.

J'ai l'honneur d'être, etc.

(Signature.)

N. B.—L'aspirant doit transmettre avec cet avis tous les certificats qui lui donnent le droit de se présenter: brevet, diplôme, honoraire, certificat de naissance, etc.

S. R. (1909), 4974, formule 7.

8.—(Article 55)

Avis par un médecin qui veut cesser l'exercice de sa profession

Au registraire du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer qu'à partir du _____ jour du mois de _____ je cesserai l'exercice de la profession de médecin et chirurgien, et je vous demande de rayer mon nom du registre médical de Québec.

J'ai l'honneur d'être, etc.

(Signature.)

S. R. (1909), 4974, formule 8.

9.—(Article 55)

Avis par un médecin qui veut reprendre l'exercice de sa profession, après avoir cessé cet exercice pendant un certain temps

Au registraire du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que j'entends reprendre, à compter de ce jour, l'exercice de la profession de médecin et chirurgien et que mon adresse est

J'ai l'honneur d'être, etc.

(Signature.)

S. R. (1909), 4974, formule 9.

10.—(Article 58)

Avis du registraire à un médecin, qu'il demandera sa suspension pour non-paiement de la contribution

A M. le Dr

Monsieur,

Soyez informé qu'il appert que vous devez au Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, les contributions annuelles pour les années , se montant à la somme de dollars. Soyez informé de plus que, faute par vous de payer ladite somme de dollars d'ici à la prochaine assemblée du Bureau provincial de médecine, je serai forcé de demander, suivant la loi, que votre nom soit rayé du registre médical de Québec.

J'ai l'honneur d'être, etc.

(Signature.)

S. R. (1909), 4974, formule 10.

11.—(*Article 58*)

Avis à un médecin que son nom a été rayé du registre médical de Québec

A M. le Dr

Monsieur,

Vous êtes, par le présent avis donné par moi soussigné, registraire du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, averti que, par décision du Bureau provincial de médecine, à l'assemblée de tenue à _____, votre nom a été rayé du registre médical de Québec, pour _____.

En foi de quoi j'ai signé le présent à _____
J'ai l'honneur d'être, etc.

(*Signature.*)

S. R. (1909), 4974, formule 11.

12.—(*Article 41*)

Formule de serment pour admission à l'exercice de la médecine

Je soussigné, jure sur les Saints-Évangiles que je suis la personne nommée et désignée sous le nom de _____ dans les certificats et diplômes par moi produits aux fins de mon admission à l'exercice de la médecine, et que j'ai obtenu honnêtement et honorablement lesdits certificats et diplômes après l'accomplissement de toutes les formalités requises.

Je jure, de plus, que je remplirai fidèlement les devoirs qui m'incombent comme médecin et chirurgien et que je me soumettrai à tous les règlements adoptés par le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, pour la gouverne des membres de la profession.

Ainsi Dieu me soit en aide!

(*Signature.*)

S. R. (1909), 4974, formule 12.

